



**ARRETE MUNICIPAL N° 430 - 2018**  
**PRESCRIPTION DE LA MODIFICATION N°1 DU PLAN LOCAL D'URBANISME**  
**DE LA COMMUNE-DELEGUEE DE SAINT-BON TARENDAISE**

**Le Maire de la commune de COURCHEVEL**

**VU** le Code Général des Collectivités Territoriales ;

**VU** le Code de l'Urbanisme et notamment ses articles L153-36 et suivants ;

**VU** l'arrêté Préfectoral n° 73-2016-08-08-003 du 08 août 2016 portant création de la commune nouvelle de Courchevel ;

**VU** la délibération n°38-2017 du Conseil municipal en date du 31 janvier 2017 approuvant le Plan Local d'Urbanisme (PLU) de la commune-délégée de Saint-Bon Tarentaise et les pièces s'y rapportant ;

**VU** la modification simplifiée n° 1 du PLU de Saint-Bon Tarentaise approuvée le 28 mai 2018 ;

**CONSIDERANT** que les modifications envisagées relèvent du champ d'application de la procédure de modification (article L153-36 et suivants du Code de l'Urbanisme) dans la mesure où elles :

- ne changent pas les orientations du Projet d'Aménagement et de Développement Durables,
- ne réduisent pas un espace boisé classé, une zone agricole ou une zone naturelle et forestière,
- ne réduisent pas une protection édictée en raison des risques de nuisance, de la qualité des sites, des paysages ou des milieux naturels, ou d'une évolution de nature à induire de graves risques de nuisance,
- ne portent pas sur l'ouverture à l'urbanisation d'une zone à urbaniser qui, dans les neuf ans suivant sa création, n'a pas été ouverte à l'urbanisation ou n'a pas fait l'objet d'acquisitions foncières significatives de la part de la commune ou de l'établissement public de coopération intercommunale compétent, directement ou par l'intermédiaire d'un opérateur foncier.

**ARRETE**

**ARTICLE 1 :** Il est décidé d'engager la procédure de modification n°1 du PLU de la commune-délégée de Saint-Bon Tarentaise selon la procédure définie à l'article L153-36 du Code de l'Urbanisme. Le projet de modification porte sur les points suivants :

- Clarifier la règle sur le stationnement exigible pour l'habitat dans les secteurs urbains. L'objectif est ici de mieux tenir compte de la desserte en transports en commun, du dimensionnement des projets de constructions et d'optimiser l'utilisation du foncier bâti dans l'enveloppe urbaine,
- Étendre l'emprise du secteur UAc le long de la RD91a à Courchevel Moriond, pour poursuivre la restructuration du front de rue, tout en adaptant les règles de hauteurs, de reculs et d'aspect extérieur pour tenir compte des spécificités urbaines (vis-à-vis, continuité de l'espace public, ...),
- Étendre la servitude de rez-de-chaussée commercial en front de RD91a sur le secteur UAc décrit ci-dessus avec une suppression des exigences en matière de stationnement pour tenir compte du contexte propre au secteur,

- Modifier l'OAP du centre-station de Courchevel afin d'autoriser un sens de faitage différent sur le secteur des Tovets lorsque cela paraît nécessaire au rythme du bâti,
- Mieux encadrer les types de constructions autorisées dans le secteur 2AUx,
- Clarifier les modalités d'application de certains articles (conditions de construction en limite aux articles 6 et 7, dispositions générales),
- Adapter les articles 7 et 9 en cas de servitude de cours communes,
- Supprimer certains emplacements réservés déjà acquis ou abandonnés.

**ARTICLE 2 :** En application de l'article L153-40 du Code de l'Urbanisme, le projet de modification n°1 du PLU sera notifié au Préfet de la Savoie et aux personnes publiques associées (visées aux articles L132-7 et L132-9 du Code de l'Urbanisme) avant sa mise à l'enquête publique. Le cas échéant, les avis seront joints au dossier d'enquête publique.

Ladite enquête publique fera l'objet d'un arrêté particulier.

A l'issue de l'enquête, le projet de modification n° 1, éventuellement modifié pour tenir compte des avis qui auront été joints au dossier, des observations du public et des conclusions du commissaire enquêteur, sera soumis à l'approbation du conseil municipal.

**ARTICLE 3 :** Le présent arrêté sera affiché en mairie de Courchevel pendant un mois. Il sera également mis en ligne sur le site internet de la mairie.

**ARTICLE 4 :** Monsieur le Maire est chargé de l'exécution du présent arrêté dont ampliation est adressé à Monsieur le Préfet de la Savoie

**ARTICLE 5 :** Le présent arrêté peut être contesté :

- soit en saisissant le Tribunal Administratif de Grenoble d'un recours contentieux dans les deux mois à compter de la date de sa notification et de sa transmission au contrôle de légalité ;
  - soit par recours gracieux auprès du Maire adressé par écrit dans le délai de deux mois à compter de la date de sa notification et de sa transmission au contrôle de légalité ;
- Cette démarche interrompt les délais de recours contentieux. Le délai de 2 mois pour saisir le juge recommencera à courir lorsque ce recours aura été rejeté de manière expresse ou implicite par l'administration.

Fait à Courchevel le 18 octobre 2018

Le Maire,  
  
**Philippe MUGNIER**

## Accusé de réception préfecture

Objet de l'acte :

2.1.2 - prescription modification n.1 du PLU de la commune déléguée de Saint-Bon Tarentaise

---

Date de transmission de l'acte : 19/10/2018

Date de réception de l'accusé de  
réception : 19/10/2018

---

Numéro de l'acte : 430-2018 ( voir l'acte associé )

Identifiant unique de l'acte : 073-200064038-20181018-430-2018-AR

---

Date de décision : 18/10/2018

Acte transmis par : Catherine CACHARD-CALVEZ

---

Nature de l'acte : Actes réglementaires

Matière de l'acte : 2. Urbanisme  
2.1. Documents d urbanisme